

N°1283

du 15  
NOVEMBRE  
2019



# L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

## JUSTICE

Bon démarrage de l'initiative des maisons de justice  
**798 consultations juridiques,**  
**362 médiations et conciliations en 18 mois** P.3

## SANTE

Amélioration de la santé maternelle et infantile au Togo  
**La formation sanitaire de Wahala, dans** P.6  
**les Plateaux, entièrement réhabilitée et équipée**

## AGRICULTURE

Fin de l'intérim à la tête de l'APRODAT P.4  
**Objectif : aller plus rapidement et avoir**  
**des résultats visibles sur les agropoles**

## ASSURANCES

Elargissement de l'assurance-investissement et de l'assurance du commerce  
**La bonne nouvelle de la Banque européenne** P.4  
**d'investissement au secteur privé togolais**

P.3

## Pour la révision exceptionnelle des listes électorales, en 3 jours



Le gouvernement en Conseil des Ministres sous la présidence du Chef de l'Etat Faure Gnassingbé (Archives)

## Les 46 CELI

(Commissions électorales locales indépendantes)

## et les 6 CEAI

(Commissions électorales d'ambassades indépendantes)

## Sont connues

P.4 Dans le cadre de la loi de finances, gestion 2020

**Le test sera répété pour**  
**le budget programme avant**  
**la «bascule sereine en 2021»**

P.3 Eligibilité du Togo au programme Compact du Millenium Challenge Account (MCA)

**Le Togo estime avoir validé**  
**plus de 14 indicateurs**

## Archéologie

## Les Hauts-fourneaux de Nangbeni intéressent la coopération culturelle française

L'ambassadeur de France, M. Marc Vizy, a visité ce mardi 12 novembre les hauts fourneaux de Nangbeni (préfecture de Bassar). Cette visite confirme l'intérêt porté par l'ambassade de France au patrimoine archéologique togolais. Les universités de Lomé et de Kara ont organisé un colloque sur le sujet en 2017 avec " l'appui constant du service de coopération et d'action culturelle de l'ambassade aux départements d'histoire et d'archéolo-

siècle de notre ère, son activité s'intensifie pour cesser au début du 20ème siècle.

Les recherches menées dans le cadre du projet SIDERENT (Sidérurgie et Environnement au Togo), financé par l'Agence Française de la Recherche (ANR) et dirigé par Caroline Robion-Brunner depuis 2013, ont mis en évidence une diversité des techniques mises en œuvre pour transformer le minerai en métal et une histoire des popula-



gie", selon un communiqué de l'ambassade de France. Les travaux sur site de l'archéologue française, spécialiste de métallurgie ancienne, Caroline Robion Brunner, ont fait l'objet d'une publication dans l'ouvrage de référence L'Afrique Ancienne, placée sous la responsabilité de François-Xavier Fauvelle, professeur au Collège de France.

Historiquement Bassar est réputé pour son travail sur le fer. Le pays Bassar est une des principales régions sidérurgiques d'Afrique de l'Ouest. Grâce aux travaux de l'archéologue américain Philippe de Barros (1983, 1985, 1986), ce district métallurgique est connu pour avoir produit du fer dès 400 ans avant notre ère. A partir du 14ème

tions impliquées dans les activités sidérurgiques complexe.

La quantité de fer produite durant les dernières décennies excédait la consommation locale. Durant cette période, les métallurgistes mettent en place une sectorisation géographique de la chaîne opératoire : les villageois de Dimuri se spécialisent dans le charbonnage ; autour de Bandjeli et au nord de Bassar, les métallurgistes extraient et réduisent le minerai ; le fer est transformé par les forgerons de Bitchabe et des alentours, ainsi qu'au sud de Bassar. Les techniques d'épuration de la loupe de fer brut ont été retranscrites et analysées par l'ethnologue Stéphan Dugast (1986). Elles se révèlent originales et complexes.

## Exposition

## Anonymat de Samuel Olou débute ce soir

Togolais d'origine, ghanéen d'adoption, l'artiste plasticien Olou vit depuis une douzaine d'années en Norvège. Son art est fortement influencé par ce " melting pot " culturel qui constitue pour lui une richesse et une source d'inspiration inestimable. " Ma pratique artistique s'inspire de mes expériences personnelles et de mes interactions quotidiennes dans des sociétés physiques et virtuelles. Je veux raconter des histoires non filtrées de notre époque. J'étudie la relation entre l'art et la société, les valeurs humaines et l'art qui influe sur la dignité humaine. " dit-il.

L'art d'Olou l'a amené bien loin, lui a fait parcourir le monde (Alger, Venise, Saba, Changshung, New York, etc), lui a permis de répondre à beaucoup de rendez-vous culturels internationaux, l'a confronté à d'autres talents, l'a primé et à présent, l'a incontestablement épanoui.

Le Togo peut être fier du talent



artistique de son cher fils, mais le pays et l'artiste Olou involontairement " séparés " depuis plus d'une décennie, ont besoin de se redécouvrir, de fusionner et de partir pour une nouvelle odyssée.

Olou is back ! Olou de retour au bercail la tête pleine d'inspirations et les bras bien chargés d'œuvres singulières à travers son projet d'expo, ANONYMAT.

15 NOV. / 15 DÉC. - LOMÉ

## Concert à l'IFT

## Saison opéra



Née dans les années 70 au Togo, Clémentine Ayefouni semblait toute faite pour la musique. En tout cas, elle en a fait une passion dès son plus jeune âge. Ainsi, à l'âge de 12 ans, elle chantait déjà dans la chorale de son collège. Plus tard elle intègre la chorale de son église, la Paroisse Sacré-Cœur Junior de Lomé, dont elle toujours membre aujourd'hui et où son rôle de soliste lui convient à merveille. Elle reste à ce jour la seule soliste d'opéra au Togo.

Des mégas concerts aux spectacles Saison Opéra, la musique classique trouve droit de cité dans le cœur des Togolais et contribue à l'épanouissement d'un nombre tou-

jours croissant. Par ses concerts, Clémentine entend promouvoir la musique classique dans un pays où ce genre reste élitiste. Un défi à soutenir ! Rendez-vous le 30 novembre 2019 à l'Institut Français du Togo, pour jouir des voluptés d'une "voix sublime", une voix qui n'a pas de nationalité, une voix universelle. Cette année, la saison opéra a un cachet spécial, avec l'hommage à Jessye Norman, célèbre cantatrice américaine disparue en septembre passé.

Institut Français du Togo  
30 NOV. / 20H00 | SCÈNE DE L'IFT | ENTRÉE : 2.000 FCFA 3.000 FCFA

## Littérature

## Ian Fleming et son épouse, des lettres sulfureuses aux enchères

La correspondance que Ian Fleming entretint avec sa femme Ann sera mise aux enchères à Londres entre les 3 et le 10 décembre prochains, selon l'AFP. Couvrant une vingtaine d'années, ces lettres retracent les débuts officiels de l'idylle née entre les deux amants jusqu'à l'officialisation de leur union. Une relation qui aura toute son importance dans la genèse de l'œuvre du romancier.

L'échange épistolaire que la maison de vente aux enchères britannique, Sotheby's, s'appête à proposer regroupe plus 160 lettres entre l'auteur de la célèbre série d'espionnage James Bond, Ian Fleming, et celle qui deviendra son épouse.

Leur rencontre date de l'année 1934. À cette époque, Ann était mariée au baron Shane O'Neil et Ian Fleming n'avait pas encore entamé sa carrière d'écrivain qui lui vaudra une reconnaissance internationale. Il occupait alors un poste de banquier dans la capitale londonienne.

Ce n'est qu'en 1948, après la mort prématurée d'un enfant né de leur relation, que les deux amants envisagent de vivre ensemble. Ann étant alors mariée à son second époux, le magnat de la presse Esmond Harmsworth, vicomte Rothermere.

Leur union s'officialisera en 1952, année de leur mariage, qui correspond également à la naissance de leur deuxième enfant, Caspar. Elle est aussi celle de la publication du premier opus de la série James Bond, Casino Royal.

"Ce n'est pas un hasard si Ian a écrit son premier Bond l'année de son mariage, à la fois comme un défouloir pour sa libido et son imagination, et pour tenter de gagner de l'argent pour une femme habituée à vivre naturellement dans l'opulence", constate Gabriel Heaton, spécialiste des livres et manuscrits chez Sotheby's, dans un communiqué.

Ainsi, bien que cette correspondance se concentre sur la relation entre les deux amants, elle revêt un intérêt certain quant à la genèse de l'œuvre de Ian Fleming. Comme le remarque Gabriel Heaton : " ?En plus de retracer une relation avec une charge érotique extraordinaire, cette correspondance retrace l'ascension fulgurante de Bond et brosse un tableau vivant de la haute société de l'après-guerre? "

Les manuscrits seront mis en vente en ligne entre le 3 et le 10 décembre. Leur valeur est estimée entre 200.000 et 300?000 livres sterling, soit entre 233?000 et 349?000 d'euros.

Actualité Littéraire

## AZIMUTS INFOS

## Quand l'intelligence artificielle s'invite aux toilettes

C'est parfaitement anonyme et aussi très sérieux. Des chercheurs du MIT et une startup ont créé la première intelligence artificielle capable de diagnostiquer les problèmes intestinaux. Sur la base du volontariat, les internautes peuvent envoyer des photos de leurs selles pour compléter cette immense base de données et entraîner l'IA.

L'intelligence artificielle est de plus en plus présente au quotidien, grâce notamment au développement de l'apprentissage automatique et du deep learning, qui lui permet d'analyser le monde et d'y apporter de nouvelles solutions. Après avoir maîtrisé des jeux vidéo, créé des vidéos réalistes ou encore complété des recherches, l'IA s'attaque désormais aux fèces humaines.

Les excréments sont une véritable mine d'informations médicales. L'aspect visuel permet de renseigner sur l'état de la flore intestinale, le régime alimentaire, et apporte des informations sur les dysfonctionnements et maladies du système digestif. Un groupe de chercheurs souhaite créer un outil capable d'analyser automatiquement les images des selles pour évaluer la santé des patients. Le projet est une collaboration entre des chercheurs du Massachusetts Institute of Technology (MIT), Auggi, un coach virtuel pour la santé intestinale sous forme d'application, et Seed, une start-up concentrée sur la santé du microbiome.

### Les internautes appelés à contribuer pour la science

Pour créer une intelligence artificielle capable de diagnostiquer les problèmes intestinaux, les chercheurs ont d'abord besoin d'une banque d'images conséquente des selles humaines. Ils ont d'abord commencé leurs recherches en créant de fausses selles à partir de pâte à modeler. Ensuite, ils ont parcouru le web à la recherche d'images réelles, et ont trouvé leur bonheur sur des forums en ligne, comme Reddit, où de nombreux utilisateurs discutent de leurs fèces et partagent des photos... Cependant, le matériel disponible était loin d'être suffisant.

Les chercheurs ont donc lancé une nouvelle campagne #GiveAShit qui demande à tous les internautes d'envoyer des photos de leurs matières fécales. Le nom est un jeu de mots sur l'expression anglaise qui signifie " se soucier " ou " faire attention à ", et qui se traduit littéralement par " donner une merde ". Concrètement, il faut se rendre sur seed.com/poop/ avec son smartphone, car le site refuse les images en provenance d'un ordinateur. Appuyez sur le bouton " I accept the DARE ", puis renseignez votre adresse e-mail, le moment de la journée à laquelle vous déféquez habituellement, et prenez une photo de votre étron, ou demandez un rappel dans la période indiquée.

### Une base de données de 100.000 images de fèces

Les images sont anonymisées, puis analysées par une équipe de gastro-entérologues, qui les classifient parmi l'une des sept catégories de l'échelle de Bristol. Les chercheurs espèrent ainsi créer une base de données de 100.000 images qui serviront d'entraînement pour l'intelligence artificielle. L'IA devra apprendre seule à les classifier sur l'échelle de Bristol pour atteindre les mêmes résultats que les médecins.

Les chercheurs espèrent ainsi créer un outil de diagnostic accessible à tous, et qui pourrait être notamment utilisé par les patients souffrant de problèmes gastriques. " Ils s'efforcent chaque jour à prendre des décisions sur quoi manger et la quantité d'exercice physique nécessaire pour maîtriser leurs symptômes. Il est essentiel de construire cette base de données et de développer ces outils de surveillance simples pour permettre à ces patients de le faire de chez eux " a indiqué David Hachuel, cofondateur d'Auggi.



Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses

Récépissé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression  
Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication  
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction  
Jean AFOLABI

Rédaction  
Sylvestre D.  
Hervé AGBODAN  
Maurille AFERI  
Pater LATE  
Kossiwa TCHAMDJA  
Koffi SOUZA  
Alan LAWSON  
Abel DJOBO  
Tony FEDA

Service photographie  
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature  
LAWSON Laté

Graphisme  
Guillaume BOGLA

Pour la révision exceptionnelle des listes électorales, en 3 jours

## Les 46 CELI et les 6 CEAI sont connues

Eric J.

On devrait s'y attendre en lisant, non à l'envers, la loi électorale en vigueur. Même si certains opposants – glissant plus sur le terrain politique où il est admis de négocier et obtenir des compromis – croient mieux dire en réclamant un nouveau recensement au lieu d'une révision des listes. Visiblement, le gouvernement n'est pas dans cette logique et vient de trancher en prenant appui sur le code électoral. Surtout qu'il devrait lui falloir trouver le financement d'un éventuel recensement total, en plus des autres opérations électorales. Les 8 milliards de francs Cfa, initialement programmés pour financer les travaux préparatoires en 2019 de l'élection présidentielle prévue pour le premier trimestre 2020, ayant été finalement engloutis dans l'organisation des élections locales de 2019.

En conseil des ministres ce 13 novembre 2019, un décret a fixé l'ouverture et la clôture de la période de révision des listes électorales pour l'élection présidentielle, précisément du 29 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 2019. L'opération va se dérouler en une phase unique dans les centres de recensement qui seront ouverts de 7 heures à 16 heures, heure GMT au Togo et en heure locale dans les pays retenus pour le vote des Togolais de l'étranger. Le gouvernement justifie son choix d'initier une révision exceptionnelle pour un processus électoral plus inclusif et, surtout, de permettre aux Togolais vivant à l'étranger de se faire recenser pour la première fois : « l'article 51 du code électoral dispose que l'élection est faite sur la base de la liste révisée pendant toute l'année qui suit la clôture de cette révision. Cependant, il a été initié une révision exceptionnelle des listes électorales en mai 2019 dans le cadre des élections locales alors qu'un recensement électoral avait eu lieu en octobre et novembre 2018 pour les élections législatives de 2018 ».

Au même moment, toujours dans le cadre de la préparation de l'élection présidentielle de 2020, sur rapport du ministre de l'administration territoriale, de la décentralisation et des collectivités locales, un autre décret fixe le nombre des commissions électorales locales indépendantes (CELI) et des commissions électorales d'ambassades indépendantes (CEAI) et leurs ressorts territoriaux respectifs. 46 CELI sont créées dans les préfectures suivantes : Avé ; Yoto ; Vo ; Lacs ; Bas-Mono ; Zio ; Ogou ; Anié ; Est-Mono ; Moyen-Mono ; Haho ; Amou ; Wawa ; Akébou ; Danyi ; Agou ; Kloto ; Kpélé ; Tchaoudjo ; Tchamba ; Sotouboua ; Mò ; Blitta ; Kéran ; Doufelgou ; Kozah ; Binah ; Dankpen ; Bassar ; Assoli ; Tone ; Cinkassé ; Kpendjal ; Kpendjal-Ouest ; Tandjoaré ; Oti ; Oti-Sud ; Agoènyivé 1, 4 et 6 regroupant Agoènyivé, Togblé et Adétikopé ;



Le président Faure Gnassingbé

Agoènyivé 2, 3 et 5 regroupant Légbassito, Vakpossito et Sanguéra ; Golfe 1 (Bè-Est) ; Golfe 2 (Bè-Centre) ; Golfe 3 (Bè-Ouest) ; Golfe 4 (Amoutivé) ; Golfe 5 (Aflao-Gakli) ; Golfe 6 (Baguida) et Golfe 7 (Aflao-Sagbado). Les 6 commissions électorales d'ambassades indépendantes (CEAI) et leurs ressorts territoriaux sont aussi connus : Paris pour les électeurs de France ; Washington pour les USA ; Kinshasa pour la République Démocratique du Congo ; Libreville pour le Gabon ; Abuja pour le Nigeria ; et Rabat pour le Maroc. Les Togolais d'ici et d'ailleurs sont désormais fixés.

Les CEAI sont une création de la dernière modification du code électoral du 29 mai 2012, contenue dans la loi n°2019-17 du 6 novembre 2019. Pour le vote des Togolais de l'étranger, le gouvernement rappelle les conditions légales : le vote des Togolais de l'étranger n'est possible que dans les pays où le Togo dispose d'ambassade ; le nombre minimum des Togolais résidents dans un pays et enregistré à l'ambassade togolaise retenue pour l'ouverture d'une commission électorale d'ambassade indépendante

(CEAI) est fixée à 300 ; à l'intérieur du pays, le nombre minimum d'électeurs pour l'ouverture d'un bureau de vote est de 500 ; le nombre de CEAI est arrêté en se référant aux chiffres communiqués par les ambassades, précisant le nombre des compatriotes inscrits dans leurs registres respectifs ; pour qu'un compatriote vivant à l'étranger se fasse délivrer une carte d'électeur, il doit fournir en dehors des pièces d'identités, la carte consulaire qui prouve qu'il réside depuis plus de six (6) mois dans le pays de sa résidence. Cette durée minimale de résidence est prescrite à l'article 48 du code électoral dans sa version originale de 2012 (dispositions inchangées jusqu'à ce jour).

Le mandat actuel du président en exercice a débuté le 4 mai 2015, date de prestation de serment. Il prend fin le dimanche 3 mai 2020. « En conséquence, le prochain scrutin doit être ouvert sur convocation du corps électoral au plus tôt le 19 février 2020 et au plus tard le 5 mars 2020 », a écrit le président de la Cour constitutionnelle, Aboudou Assouma, dans un communiqué daté du 31 octobre 2019.

Bon démarrage de l'initiative des maisons de justice

## 798 consultations juridiques, 362 médiations et conciliations en 18 mois

Ce 15 novembre 2019, la direction de l'accès au droit et à la justice boucle l'opération des journées portes ouvertes sur les maisons de justice, entamée depuis le 4 novembre dans les cantons de Pana et Touaga dans la préfecture de Tône, Kajoundji, Timbou et Biankouri dans la préfecture de Cinkassé. Puis, dans les cantons de Bè et Sagbado dans la préfecture du Golfe, Sanguéra et Adétikopé dans la préfecture d'Agoènyivé. Il s'agit des séances d'échanges et d'informations avec les chefs traditionnels, les notables, les comités de développement à la base, les leaders communautaires et les populations sur le rôle et le fonctionnement des maisons de justice. A l'occasion, des consultations juridiques ont été organisées, toutes sanctionnées par un procès-verbal de conciliation. L'objectif reste celui qui a poussé le président Faure Gnassingbé à initier, le 3 janvier 2018, les maisons de justice : rapprocher davantage la justice des justiciables, parvenir à une justice plus efficace et moins onéreuse, lutter contre des

obstacles majeurs à l'accès aux juridictions par des couches vulnérables. L'implantation de ces maisons devra, à terme, s'étendre à l'ensemble du territoire national.

En attendant, le bilan concerne les quatre premières maisons de justice de la phase pilote (Cinkassé, Dapaong, Agoènyivé et Baguida) : en tout, 798 consultations juridiques et 362 médiations et conciliations après 18 mois de pratiques. Le budget de l'Etat, gestion 2019, a consacré à chacune des quatre maisons un montant de 1,646 million de francs Cfa, pour l'achat de biens et l'acquisition de services. Entre-temps, de nouvelles maisons de justice ont été ouvertes à Kétau dans la préfecture de la Binah, à Anié dans la préfecture d'Anié, à Soudou dans la préfecture d'Assoli, à Kpélé dans la préfecture de Kpélé-Adéta et à Sanguéra dans la préfecture d'Agoènyivé.

Les maisons de justice sont créées pour aider les usagers qui n'ont pas les moyens de s'offrir les services de la justice, pour renforcer la cohésion

Eligibilité du Togo au programme Compact du Millenium Challenge Account (MCA)

## Le Togo estime avoir validé plus de 14 indicateurs

Late Pater

A en croire la carte des scores 2020 de la Millenium Challenge Corporation, le Togo a validé 14 indicateurs, tout comme l'année dernière. Si cette situation réjouit les premiers responsables de la cellule MCA Togo, ces derniers restent circonspects sur la non-validation d'un critère fondamental qu'est celui des droits politiques. De leurs explications, il apparaît que l'institution chargée de renseigner ce tableau n'a simplement pas fait son travail et a reconnu d'ailleurs son erreur lorsque les autorités togolaises ont demandé des explications. Car, nulle part, Freedom House, l'institution chargée de renseigner ce critère, n'a souligné toutes les avancées politiques que le pays a connues en 2018 et 2019. Inadmissible pour les autorités togolaises qui



Stanislas Baba, coordonnateur de la Cellule MCA-Togo (au milieu)

ont pondu un memorandum de 60 pages à cet effet pour éclairer davantage la lanterne du MCC. « Il était en effet inadmissible, qu'une institution aussi réputée ne sache pas que les réformes politiques et institutionnelles ont été opérées, il était insoutenable qu'une telle institution ne sache pas que les élections locales ont eu lieu au Togo, il était inadmissible qu'elle ne sache pas que les élections législatives ont été

conduites grâce à une feuille de route et que c'est en toute liberté que l'opposition a choisi de ne pas y participer », a indiqué Stanislas Bamouni Baba, le coordonnateur national de la cellule MCA Togo. Selon lui, le Togo s'est plaint au MCC et a indiqué que pour lui, cette institution (Freedom House) a perdu sa crédibilité. « Lorsqu'on est partenaire d'un pays qu'on note, qu'on évalue, l'on se doit de collecter les données d'une manière honnête et de les traiter d'une manière honnête et juste, ce qui n'a pas été le cas », ajoute Stanislas Bamouni Baba qui fait savoir que la requête du Togo a été reçue par le MCC qui entend donner une suite favorable avec un mémo additionnel au Conseil d'administration pour dire qu'en réalité, le Togo a validé cet indicateur et que c'est par la négligence d'un partenaire que ce score

n'est pas au vert. Il est dit qu'aux yeux du MCC, le Togo est considéré comme un partenaire modèle et que lors de la révision de la carte des scores au mois de Février 2020, l'indicateur relatif au droit politique sera pris en compte et passera au vert.

Ainsi, pour la quatrième (4<sup>e</sup>) année consécutive le Togo poursuit sa marche vers l'éligibilité du programme Compact du MCA avec une

courbe ascendante depuis plus de 5 ans. Non sans difficultés d'autant que certains critères qui étaient au vert l'année dernière sont passés au rouge dans la carte des scores 2020. Essentiellement, il s'agit des indicateurs sur les dépenses de santé, la santé infantile et le taux d'immunisation. Un effort est aussi à fournir au niveau de la politique commerciale du pays. « Il y a eu négligence dans certaines actions mais il nous appartient de regarder ce qui n'a pas marché et de le relever » a dit Stanislas Bamouni Baba nourrissant l'espoir qu'après la réunion du Conseil d'Administration du Board du MCC en Décembre, le Togo pourrait bénéficier du programme Compact (300 millions de dollars), eu égard aux nombreux efforts que le pays a entrepris, d'autant que globalement, le pays a satisfait pour la quatrième année consécutive aux trois critères d'éligibilité au programme compact à savoir : la validation de l'indicateur « contrôle de la corruption », la validation d'au moins un des indicateurs de droits démocratiques (droits politiques et libertés civiles) et la validation de la majorité des 20 indicateurs avec au moins un indicateur au vert dans chaque catégorie.

Dans le détail, en attendant donc la révision de la carte en Février 2020, au niveau de la bonne gouvernance, le Togo a validé les indicateurs liés à la corruption, à la liberté d'information, aux libertés civiles et à l'état de droit. En ce qui concerne le capital humain, les indicateurs liés aux dépenses dans l'éducation primaire, aux taux d'achèvement des filles au cycle primaire, à la protection des ressources naturelles ont été validées. L'inflation, la politique budgétaire, la qualité de la réglementation, le genre dans l'économie, les droits fonciers, l'accès au crédit et la création d'entreprise sont les indicateurs validés quant aux libertés économiques. « Ces résultats traduisent l'affirmation claire d'une vision du chef de l'Etat Faure Gnassingbé dont le leadership a permis d'enregistrer d'importantes réformes dans les domaines stratégiques tels que l'amélioration de l'environnement des affaires et d'investissements, l'assainissement des finances publiques », indique le coordonnateur de la cellule MCA-Togo.

En rappel, l'année dernière, la validation des 14 indicateurs a permis au pays d'atteindre le Programme Seuil ou Threshold pour un montant de 35 millions de dollars soit vingt (20) milliards de FCFA. Pour la gestion de cette ressource financière et la mise en œuvre des projets y afférant, le gouvernement a créé l'Organisme de mise en œuvre du Millenium Challenge Account en République togolaise (OMCA-Togo), un établissement public autonome doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière.



Une phase des sensibilisations sur les maisons de justice

sociale et bâtir la paix au sein des populations et des communautés. Les prestations dans les maisons de justice sont totalement gratuites.

Selon une précision initiale du ministre de la Justice, PlusAgbétomey, en février 2018, une maison de justice est une structure qui se trouve à mi-chemin entre les entités juridictionnelles appelées communément tribunaux ou cours et les organes traditionnels de règlement quotidien des conflits nés entre les concitoyens. Elle n'est pas un tribunal bis, encore moins un petit tribunal. La maison de justice a pour mission de régler, par

le biais de la médiation et de la conciliation, les « petites affaires », entre autres, de dettes, de terrains, de querelles entre citoyens qui encombrant inutilement les juridictions classiques. Elle est fondée sur des critères de simplicité, de rapidité et gratuité et permet de désengorger les tribunaux et de faciliter une gestion diligente des affaires. La maison de justice ne rend pas de décision de justice ; elle a plus vocation à rapprocher les parties et à permettre un accès au droit, donc à l'information. Bref, comme sous l'arbre à palabre.

Dans le cadre de la loi de finances, gestion 2020

## Le test sera répété pour le budget programme avant la «*bascule sereine en 2021*»

Late Pater

On le savait et le conseil des ministres du 13 novembre 2019 rappelle bien que, en 2019, le gouvernement a soumis à l'Assemblée nationale le budget de moyen et le budget programme. Le budget de moyen a été adopté tandis que le budget programme a été exécuté, en parallèle, dans un environnement test. Ceci, pour permettre au gouvernement d'apprécier la fiabilité du système d'information et la maîtrise de l'exercice du budget programme par les différents acteurs, avant son exécution dans l'environnement réel en 2020. Le résultat des tests de l'exécution commande la poursuite de cet exercice pour s'assurer de la stabilité du système d'information et de la maîtrise du budget programme pour une bascule sereine en 2021, fait savoir le communiqué final.

C'est donc la prudence qui est encore mise en avant. Au niveau de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), le délai communautaire pour le basculement au budget programme de tous les pays était la fin 2016, puis le 1<sup>er</sup> janvier 2019 au plus tard. Au Togo, les travaux d'élaboration du budget programme ont été lancés depuis juillet 2012. Par ce changement, les pays de l'Union ne devront plus voter leur budget par titre et par



Sani Yaya, Ministre de l'Economie et des Finances

service administratif, mais par programme et par dotation. Chaque programme est décliné en actions et chacune d'elles comprend des activités ; chaque activité est déclinée en tâches sur la base desquelles les coûts sont évalués. Le budget programme permet de rapprocher les ressources sollicitées des résultats réalisés et d'avoir une meilleure appréciation des dépenses publiques à budgétiser. Tout le contraire du budget de moyen jusqu'ici utilisé dans la gestion des finances publiques. Avec le budget programme, les ministres et les présidents d'institution deviennent des ordonnateurs des crédits de leur budget. Il se veut l'outil de l'approche gestion axée sur les résultats prônée par les directives de l'UEMOA dans la ges-

tion publique.

Pour rappel, les prévisions du budget de l'Etat, gestion 2020, s'établissent en ressources et en charges à 1466,2 milliards de francs Cfa, contre 1381,9 milliards de francs Cfa en 2019. Les estimations du budget général s'élèvent en ressources et en charges à 1463,8 milliards de francs Cfa contre 1378,7 milliards de francs Cfa en 2019, soit une hausse de 6,2% en raison de l'augmentation des ressources de trésorerie. Les prévisions de recettes et de dépenses des comptes spéciaux connaîtront une baisse de 28,1% et s'établiront à 2,3 milliards de francs Cfa. Le taux de croissance est projeté à 5,5% en 2020, soit un raffermississement de 0,2 point de pourcentage de plus que celui de 2019.

Fin de l'intérim à la tête de l'APRODAT

## Objectif : aller plus rapidement et avoir des résultats visibles sur les agropoles

Le gouvernement promet d'accorder une attention aux agropoles dans le cadre de la loi de finances, gestion 2020, établie en ressources et en charges à 1466,2 milliards de francs Cfa contre 1381,9 milliards de francs Cfa en 2019. Pour l'année budgétaire finissante (2019), plusieurs lignes de dépenses sont consacrées aux agropoles : 10 millions de francs Cfa pour la contrepartie du projet de développement de l'agropole de Vo-Zio ; 30 millions de francs Cfa pour la contrepartie vis-à-vis de la BAD ; 1,885 milliard de francs Cfa pour les acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles ; 767,737 millions de francs Cfa pour le projet de transformation agroalimentaire et de développement des agropoles au Togo / don BAD (agropole de Kara) ; 1.475.258.000 francs Cfa pour l'agropole de Kara (BOAD) ; 629,187 millions de francs Cfa pour l'agropole de Kara (fonds coréen)...

C'est dans cet environnement qu'un nouveau patron est à la tête de l'Agence de promotion et de développement des agropoles au

Togo (APRODAT). Par décret, le président Faure Gnassingbé a nommé Dr Akouvi Ari comme directeur général de l'APRODAT. Cet ancien conseiller technique au ministère de l'Agriculture prend la place de l'intérimaire Batana Essowè, de surcroît président du conseil d'administration de l'APRODAT. «*M. Akouvi va faire face à de nombreux défis : accélérer les procédures internes et délivrer rapidement des résultats visibles. Voilà le résumé de la mission dont il ont chargé les plus hautes autorités*», publie l'Agence sur son compte twitter. Et d'ajouter que Dr Akouvi, hydrogéologue appliqué à l'agriculture de formation, a travaillé dans le cadre des processus ayant abouti à la politique agricole du Togo 2016-2030, au plan stratégique pour les agropoles et à la formation du projet agropole.

L'Agence de promotion et de développement des agropoles au Togo (APRODAT) agit en qualité d'organe d'exécution du projet des agropoles, avec le bassin de la Kara qui abrite l'agropole pilote. Pour l'heure, que des études lan-

cées à travers des avis à manifestation d'intérêt. Le Projet de développement des agropoles au Togo (PRODAT) vise à créer plus de valeur ajoutée à travers les productions, les transformations et les exportations, tout en veillant à assurer l'inclusion sociale et la protection de l'environnement. Plusieurs filières sont concernées par ce projet, notamment le riz, le maïs, le soja, l'anacarde et le sésame. Et les filières avicole et piscicole. A bien lire le tweet de l'Agence, ça ne bouge pas trop.

En objectif, l'Agence de promotion et de développement des agropoles au Togo a récemment informé que l'agropole pilote de Kara pourra abattre et transformer entre 1 000 et 1 500 tonnes de volailles par heure, dans sa phase de croisière. La production d'œufs à couver est projetée à environ 3 millions de poussins de chair par an. 90 000 tonnes de riz, 15 000 tonnes de maïs provende, 10 000 tonnes de soja, 10 000 tonnes de sésame et 20 000 tonnes d'anacarde à transformer par an.

Pour cause de faible exécution des crédits en 2018

## Le taux moyen des dépenses d'investissement tiré vers le bas (62,84%)

Late Pater

C'est une inquiétude récurrente au Togo. Le juge de contrôle des comptes publics vient de le rappeler. Son analyse, par principale catégorie de dépenses budgétaires, met en lumière le fait que c'est la faible exécution des crédits de dépenses d'investissement (62,84%) qui a tiré le taux moyen vers le bas. La Cour des comptes dit avoir observé la faiblesse de la réalisation des investissements sur ressources extérieures «*malgré ses recommandations récurrentes dans le sens des mesures à prendre pour améliorer la consommation de cette catégorie de crédits*».

A sa nouvelle curiosité de connaître les raisons de ces faibles consommations des crédits d'investissement, les services techniques du ministère de l'économie et des finances avancent quelques explications : retard dans l'élaboration des plans de passation des marchés et des plans d'engagement ; démarrage tardif de certains projets ; non-respect des délais pour l'évaluation des offres ; non-respect de l'exécution des travaux (inefficacité dans le suivi de l'exécution des travaux). Au même moment, dans d'autres ministères, des responsables renvoient l'ac-

cusation au ministère de l'économie et des finances. Qu'à cela ne tienne, la Cour souhaite que le ministère chargé des finances prenne des mesures en vue de remédier aux lacunes relevées par ses services compétents comme causes de la faible consommation des crédits d'investissement.

La même baisse des dépenses d'investissement – en raison du retard dans l'avancement de l'exécution de certains projets – est constatée dans la loi de finances rectificative, gestion 2019. Et au niveau de l'Exécutif, on admet que ce retard d'exécution impacte négativement l'atteinte des objectifs du Plan national de développement. Du coup, pour éviter cet état de fait, «*de nouveaux outils de programmation sont élaborés pour ne prendre en compte, dans le programme d'investissements publics (PIP), que les projets suffisamment avancés dans leur préparation. Ces outils seront rigoureusement appliqués pour qu'à travers les projets exécutés, les objectifs du PND soient atteints*». Et d'ajouter que ce nouveau mode de programmation fait le filtrage, à travers différentes phases de validation, des projets à programmer. De même, à l'exécution de ces projets, des revues périodiques sont prévues pour suivre l'avan-

cement normal de leur exécution.

Par ailleurs, suite à la revue des projets financés sur ressources extérieures au cours de laquelle les partenaires ont revu à la baisse leurs décaissements pour l'année 2019, le collectif budgétaire 2019 (voté ce 13 novembre par les députés) enregistre une diminution des dons-projets. Cette baisse est chiffrée à 23,575 milliards de francs Cfa (-10,6%) et touche près de quinze projets comme le projet d'extension du réseau électrique de Lomé (PEREL), la réhabilitation de la centrale hydraulique de Nangbéto, la reconstruction du pont d'Amouchou, la formation technique, professionnelle et emploi des jeunes, le projet d'appui à la réforme des collèges (PAREC), le projet eau potable et assainissement au Togo (PEAT phase 2, Tsévié, Sokodé et Kara), l'amélioration de l'alimentation en eau potable dans la ville de Lomé, le programme de renforcement du système sanitaire/santé reproductive et des droits sexuels, etc. Parallèlement, les appuis budgétaires (dons-programmes) sont en augmentation de 28,3%, principalement à travers la Banque mondiale pour 3,8 milliards de francs Cfa et l'Union européenne pour 2 milliards de francs Cfa.

Elargissement de l'assurance-investissement et de l'assurance du commerce

## La bonne nouvelle de la Banque européenne d'investissement au secteur privé togolais

La Banque européenne d'investissement (BEI) a officiellement accepté, pour la première fois ce 12 novembre 2019, de soutenir l'élargissement de l'Agence pour l'assurance du commerce en Afrique (ACA) par le biais d'un mécanisme de financement concessionnel destiné à couvrir les prises de participation de trois membres potentiels : le Cameroun, le Niger et le Togo. Et de faire noter que la mobilisation d'une assurance-investissement supplémentaire devrait contribuer à la mutation des investissements publics et privés dans ces pays. L'assurance-investissement couvre l'ensemble des risques politiques et de crédit, tant pour les opérations souveraines que pour les investissements d'entreprises. L'accord avec l'ACA visant à permettre à la Banque européenne d'investissement de financer l'adhésion de pays a été signé à l'occasion de l'Africa Investment Forum à Johannesburg par Ambroise Fayolle, vice-président de la BEI, et John Lentaigne, président-directeur général par intérim de l'Agence pour l'assurance du commerce en Afrique.

«*La signature de ce jour marque une étape importante dans le soutien qu'apporte la Banque européenne d'investissement au sec-*

*teur privé et au développement d'infrastructures durables en Afrique. Les accords conclus aujourd'hui à Johannesburg permettront à des pays d'Afrique de l'Ouest de bénéficier pleinement de l'adhésion à l'ACA et d'un accroissement des investissements dans des secteurs tels que l'agriculture, l'énergie, la production manufacturière et la santé. La BEI, en tant que banque de l'UE, s'est engagée à contribuer à l'accélération du développement durable sur l'ensemble du continent africain. Cette nouvelle coopération renforcera l'impact de l'assurance-investissement, essentielle au développement durable en Afrique de l'Ouest*», a déclaré Ambroise Fayolle, vice-président de la BEI.

«*En tant qu'institution africaine, l'ACA a pour objectif stratégique de réduire les risques dans ses pays membres afin d'attirer les investissements et de promouvoir la croissance. L'engagement de la Banque européenne d'investissement en faveur de l'élargissement de l'ACA en Afrique de l'Ouest contribuera à faire en sorte que les économies des pays candidats réalisent leur plein potentiel et bénéficient aussi du succès lié à l'adhésion à l'Agence que l'on observe*

*dans tant d'autres pays africains*», a ajouté John Lentaigne, président-directeur général par intérim de l'ACA.

Officiellement, la Banque européenne d'investissement, l'institution de financement à long terme de l'Union européenne, financera une prise de participation au capital qui permettra à ces trois pays d'accéder aux mécanismes de garantie et d'assurance fournis par l'ACA. L'adhésion à part entière à l'ACA devrait suivre au cours des prochains mois. Elle permettra à des projets sous-jacents d'être bancables et d'attirer de nouveaux investisseurs pour des projets d'infrastructures stratégiques et du secteur privé. L'accord signé est un pas déterminant vers l'intensification des investissements privés et le développement économique durable en Afrique de l'Ouest, font remarquer les signataires. Il contribuera à stimuler la croissance dans des secteurs économiques clés, à renforcer la diversification économique et à favoriser une croissance plus stable et durable. Une fois que ces pays seront membres à part entière de l'ACA, les investisseurs disposeront de toute une gamme de produits d'assurance-investissement

(suite à la page 6)

## FOOTBALL/ELIM

**Le Togo surpris d'entrée par les Comores**

Deux mois après leur défaite en préliminaires de la Coupe du Monde de la FIFA Qatar 2022, les Coelacanthos prennent ainsi leur revanche sur les Eperriers en les dominant à Lomé, sur le score étriqué de 1-0, hier jeudi au stade de Kégué.

Hervé A.

Dominateurs mais en manque d'efficacité en première période, les hommes de Claude Le Roy ont été surpris au retour des vestiaires sur un but de l'ancien Lorientais Faïz Selemani après un bon travail d'El Fardou Ben Nabouhane (50).

Les Togolais ont alors jeté toutes leurs forces dans la bataille pour égaliser, mais sans succès, Fo-doh Laba trouvant notamment la barre. A l'issue de la 1ère journée, ce sont donc les hommes d'Amir Abdou qui trônent en tête du groupe !

Les Comoriens devançant l'Egypte et le Kenya qui se sont neutralisés à Alexandrie (1-1) dans l'autre match du groupe. Pour le premier match officiel d'Hossam Al-Badry, les Pharaons, qui étaient privés de Mohamed Salah, blessé, signent donc une nouvelle contre-performance à domicile.

Alors que les Harambee Stars



se montraient les plus dangereux, Kahraba pensait pourtant avoir fait le plus dur en interceptant une passe d'Ouma pour ouvrir le score avant la mi-temps (42), mais une passe ratée d'Elneny profitait à

Olunga qui égalisait en seconde période (67).

Les Egyptiens ont alors poussé pour reprendre l'avantage mais, à l'image de cet énorme double sauvetage sur la ligne

face à Trezeguet et Elneny, les Kényans ont tenu bon et décroché un excellent match nul sur le terrain du favori du groupe.

(Avec afrik-foot.com)

## FIFA

**Valcke contre-attaque**

On le croyait retiré pour un moment des affaires du football. Mais Jérôme Valcke contre-attaque. L'ancien numéro 2 de la FIFA, suspendu en 2016 par les instances disciplinaires de la FIFA pour une période de 10 ans, a déposé un recours devant la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg.

Selon Le Monde, l'ancien secrétaire général de la FIFA (2007-2015) a saisi la CEDH avec l'objectif avoué de porter son affaire hors de Suisse, où il est sous le coup de plusieurs procédures pénales.

Son avocat, Stéphane Ceccaldi, a expliqué au quotidien français : " L'objectif, dans l'esprit de Jérôme

Valcke, est d'avancer vers une sorte de réhabilitation. Un certain nombre de droits fondamentaux ont été bafoués. Une condamnation de la Suisse signifierait une révision de la procédure et de la décision du Tribunal fédéral suisse. "

Le Français a déposé l'an passé un appel devant le TAS, sans résultat, puis un autre devant le Tribunal fédéral suisse, également sans résultat. Jérôme Valcke avait été démis de ses fonctions à la FIFA pour avoir violé plusieurs articles du code d'éthique. Il a été accusé de conflits d'intérêts, d'avoir offert ou accepté des cadeaux et autres avantages, et d'avoir refusé de collaborer avec les enquêteurs de l'institution.



## ATHLETISME

**Alberto Salazar en appelle au TAS**

Le coach américain Alberto Salazar a décidé de faire appel devant le Tribunal arbitral du sport (TAS) de sa suspension de quatre ans imposée par l'Agence américaine antidopage (USADA).

Le TAS l'a annoncé lundi 11 novembre via un communiqué : Alberto Salazar et le docteur Jeffrey Brown, un endocrinologue employé par le Nike Oregon Project à Beaverton, dans l'Oregon, ont déposé un appel. Ils contestent leur suspension, révélée le 30 septembre dernier par l'USADA.

Après une enquête de 4 ans motivée par des révélations de la BBC, l'USADA avait expliqué en plein Mondial à Doha que le coach le plus connu du demi-fond mondial devait sa suspension à des pratiques dopantes et à la possession illégale de testostérone.



Alberto Salazar a nié les faits. Depuis, l'Américain n'a pas changé sa

ment à l'écart des médias. Il a préparé la contre-attaque.

A ce stade de l'affaire, il apparaît encore hasardeux de prédire l'issue de l'appel déposé devant le TAS par Alberto Salazar et Jeffrey Brown. Mais la suspension de l'ex marathonien, aujourd'hui âgé de 61 ans, a déjà fait son lot de victimes.

Neil Black, le directeur de la performance de la Fédération britannique d'athlétisme (UK Athletics), a rendu les clés de son bureau. Il avait défendu le travail et les méthodes d'Alberto Salazar à l'époque où l'Américain s'occupait de Mo Farah et bénéficiait, à ce titre, d'un rôle de conseiller de l'équipe britannique.

Autre victime collatérale : Mark Parker. Directeur général de Nike depuis 2006, l'Américain quittera ses fonctions au début de l'année 2020. Il sera remplacé par John Donahoe.

**Djorkaeff ira en Birmanie**

Youri Djorkaeff ne craint pas les effets du décalage horaire. Depuis sa nomination en septembre dernier comme directeur de la Fondation de la FIFA, l'ancien joueur français, champion du monde en 1998, enchaîne les voyages.

Il s'est notamment rendu au Liban, en Arménie et plus récemment en Corée du Nord à l'occasion du match à huis clos entre les deux voisins de la péninsule coréenne. Prochaine destination : la Birmanie.

L'AFP révèle que Youri Djorkaeff répondra à l'invitation d'Aung San Suu Kyi, la dirigeante de facto du pays. Sa visite s'inscrit dans le cadre de la signature, au début du mois de novembre, d'un accord de coopération entre la FIFA et les pays membres de l'ASEAN, l'Association des nations de l'Asie du sud-est.

Il a pour but d'utiliser le football comme " un catalyseur pour le développement social. " La Birmanie compte parmi les pays ayant manifesté leur souhait de voir cet accord trouver rapidement une orientation concrète.

Les autorités de Yangon (ex Rangoun) ont donc " invité des représentants de la FIFA à se rendre dans le pays pour poursuivre des discussions. "

**Chelsea fixe le prix d'Olivier Giroud**

Remplaçant du remplaçant à Chelsea, Olivier Giroud (32 ans) traverse une période délicate. Avec l'Euro en ligne de mire en fin de saison, le mercato d'hiver de l'attaquant sera décisif.

Le buteur, qui conserve pour l'heure la confiance de Didier Deschamps en équipe de France, sait déjà qu'il possède un sérieux prétendant en Italie. L'Inter Milan et Antonio Conte souhaiteraient en effet faire de lui la doublure de Romelu Lukaku (26 ans). Les Nerazzurri savent en tout cas à quoi s'en tenir dans les négociations.

La Gazzetta dello Sport explique en effet que les Blues ont arrêté leurs exigences pour l'international tricolore (95 sélections, 38 buts).

Les Londoniens réclament ainsi 7 M€ pour leur n° 18, toujours sous contrat jusqu'en juin 2020, et pisté par ailleurs par Crystal Palace. Un montant dans les cordes des pensionnaires de San Siro.

Par ailleurs, ces derniers connaissent aussi la position du natif de Chambéry sur l'aspect contractuel. Toujours d'après le quotidien sportif au papier rose, il ne signera pas de bail de moins de 18 mois. Les Lombards sont prévenus.

**David Villa annonce sa retraite**

L'ancien joueur de Valence, du Barça ou de l'Atlético a révélé ce mercredi matin qu'il raccrochait les crampons, à 37 ans, et après une ultime pige au Japon.

La carrière de David Villa (37 ans) a pris fin mercredi matin, par le biais d'un message posté par l'intéressé sur les réseaux sociaux. " Après 19 saisons professionnelles, j'ai décidé de me retirer à la fin de la saison ", écrit le joueur du Vissel Kobe, à qui il reste trois journées à disputer dans le Championnat japonais. Mon objectif est de terminer avec la cerise sur le gâteau, en remportant la Coupe de l'Empereur (Kobe est en demi-finales et la finale est prévue le 1er janvier).

Formé à Gijon et passé par Saragosse (2003-2005), Valence (2005-2010), le Barça (2010-2013), l'Atlético (2013-2014), avant de s'exiler au New York City FC (2014-2018) et donc au Japon, sans oublier un passage à Melbourne City (2014), David Villa incarnait surtout l'Espagne et sa suprématie sur le monde du ballon rond à la fin des années 2000 et au début de la décennie. Lui qui a terminé meilleur buteur de l'Euro 2008 et de la Coupe du monde 2010, remportés par l'Espagne. Le " Gamin " reste encore aujourd'hui le meilleur buteur de la Roja avec ses 59 buts en 98 sélections (dont la dernière remontait à 2017).

En club, Villa a aussi tout gagné : le Championnat d'Espagne (2011, 2013, 2014), la Ligue des champions (2011), la Coupe du Roi (2004, 2008, 2012), la Supercoupe d'Espagne (2004, 2010, 2011), la Supercoupe d'Europe (2011), la Coupe du monde des clubs (2011)... Et, au niveau individuel, il avait terminé à la 7e place du Ballon d'or en 2008.

Amélioration de la santé maternelle et infantile au Togo

## La formation sanitaire de Wahala, dans les Plateaux, entièrement réhabilitée et équipée

\* Près de 1000 femmes peuvent désormais réaliser leurs consultations prénatales.

Jean AFOLABI

La directrice de cabinet du ministère de la Santé et de l'hygiène publique, Midamegbé Akakpo et l'ambassadeur de France au Togo, Marc Vizio, ont procédé le lundi 11 novembre 2019 à l'inauguration de la formation sanitaire de Wahala, dans la région des Plateaux. La formation a été entièrement rénovée et équipée par le projet Santé Maternelle et Infantile au Togo (SMI-Muskoka) soutenu par l'Agence française de développement (AFD). Ainsi, la population de Wahala bénéficie aujourd'hui d'une nouvelle maternité et d'un nouveau laboratoire, souligne l'ambassade de France. Qui précise que, grâce au projet SMI-Muskoka élaboré par le gouvernement togolais, la formation sanitaire de Wahala fait peau neuve, entièrement réhabilitée avec deux nouveaux bâtiments (maternité et laboratoire) construits et entièrement équipés.

### Limiter les risques liés aux soins obstétricaux et néonataux

Financé à hauteur de 8 millions d'euros (environ 5,24 milliards de FCFA) par l'AFD, le projet SMI-Muskoka est mis en œuvre depuis 2016, en partenariat avec les consortiums d'ONG dirigés par Plan International Togo et Handicap International (devenu Huma-



nalité et Inclusion). Il vise à contribuer à l'amélioration de la santé de la population des régions Maritime et des Plateaux. Deux régions qui abritent près de la moitié de la population du pays et qui présentent d'importants besoins en matière d'accessibilité et de disponibilité des services de santé, particulièrement en termes de santé maternelle et infantile, indique-t-on.

La difficulté d'accès géographique aux Soins Obstétricaux et Néonataux d'Urgence (SONU), les coûts élevés que ceux-ci représentent pour les populations les plus vulnérables ainsi que l'insuffisance d'équipement et de personnel qualifié constituent des facteurs de mortalité maternelle et néonatale importants au Togo. Le projet mettra ainsi un accent particulier sur le renforcement de 22 formations sanitaires, prodiguant des soins obstétricaux et néonataux d'ur-

gence de base (SONU-B) et des soins obstétricaux et néonataux d'urgence complet (SONU-C)

Au SONU-B de Wahala, rappelle le projet, un investissement de plus de 160.000 euros, soit plus de 100 millions de francs CFA a permis de construire et d'équiper de nouveaux bâtiments ainsi que de former le personnel soignant afin de permettre à la population de Wahala et de ses alentours d'avoir un plus grand accès à des soins obstétricaux et néonataux de qualité. Grâce à ces différentes réalisations, ce sont 26.280 bénéficiaires directs et indirects qui sont ciblés. Près de 1000 femmes peuvent désormais réaliser leurs consultations prénatales au sein de la formation sanitaire et 900 femmes peuvent y accoucher. Enfin, 5700 personnes peuvent bénéficier d'activités de sensibilisation et d'appui à la planification familiale.

Par un aide-mémoire signé à Grand-Popo, au Bénin

## Le Togo et le Bénin ont bientôt leurs marchés agricoles régionaux

Jean AFOLABI

En réponse à une requête du Bénin et du Togo, le Fonds international de développement agricole (Fida) a organisé une mission dans les deux pays en vue d'identifier un Programme régional intégré des marchés agricoles (Prima). C'est l'aide-mémoire élaboré à la fin de la mission qui a été signé, le mardi 12 novembre 2019 à Grand-Popo, par Gaston Cossi Dossouhoui, ministre de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche pour le compte du Bénin, Noël Koutéra Bataka, son homologue du Togo, et Lisandro Martin, directeur Division Afrique de l'ouest et du centre du Fida, rapporte le confrère *La Nation* du Bénin. Et d'ajouter que ce programme permettra aux deux Etats d'augmenter leurs échanges commerciaux agricoles et de lutter contre la pauvreté en milieu rural.

La signature de l'aide-mémoire de la mission d'identification du nouveau Programme régional marque le début d'une nouvelle ère entre les deux pays et le Fida a retenu le directeur Division Afrique de l'ouest et du centre du Fonds international de développement agricole (Fida) des Nations Unies. Pour Lisandro

Martin, c'est la première fois que le Fida initie un programme conjointement avec les gouvernements du Togo et du Bénin. L'idée d'un tel programme, a-t-il rappelé, est née de la volonté de créer une synergie entre les marchés agricoles au niveau des deux pays. Dans ce cadre, a-t-il souligné, les marchés installés le long des frontières constituent les portes d'entrée du programme. Au profit du Bénin, a précisé Lisandro Martin, le programme travaillera à l'amélioration de la productivité du riz. Au-delà des activités identifiées et détaillées dans les aide-mémoire des deux projets conjoints, le Fida et les deux gouvernements s'accordent à établir un cadre de réflexion régional dont l'objectif final est l'augmentation des échanges commerciaux agricoles.

Grâce à ce programme, a laissé entendre le ministre Gaston Dossouhoui du Bénin, les producteurs auront accès aux marchés régionaux, interrégionaux et internationaux. Tout au long de la frontière, il sera installé quatre à six gros marchés de regroupement, a-t-il expliqué. Selon lui, cité par la même source, dans la typologie des marchés figurent des marchés primaires de collecte dans les villages, des

marchés de regroupement dans des villes ou dans les zones frontalières. Ce dispositif sera efficace grâce au système d'information sur le marché qui permettra de pratiquer la vérité des prix. « Cela portera sur la plupart de nos produits agroalimentaires, de la production végétale à la production halieutique animale en passant par la production animale », a relevé Gaston Dossouhoui.

Le coût du projet est estimé à 100 millions de dollars, soit 58 milliards de francs Cfa, dont les 50% sont pris en charge par le Fida. Il est réparti entre la composante 1 : « Accès au marché et appui à l'entrepreneuriat » pour 60,8 millions de dollars, soit 61% ; et la composante 2 : « Transformation de l'agriculture familiale adaptée au changement climatique » pour 26,9 millions de dollars, soit 27%. Sans oublier les coûts de mise en œuvre dont le montant est de 7 millions de dollars (7%). « La répartition des coûts sera affinée lors de la mission de formulation », précise le document aide-mémoire du programme dont le lancement est prévu pour novembre 2020.

Pour le compte des régions des Plateaux et de la Kara

## Novembre Numérique s'exporte hors de Lomé le temps d'une semaine

Dans le cadre de l'évènement « Novembre numérique », l'Institut français du Togo (IFT) a proposé aux élèves de terminale du lycée de Bassar un atelier « découverte de la réalité virtuelle ». Cette année, Novembre Numérique, mois dédié aux cultures numériques dont l'Institut français du Togo est pays pilote depuis son lancement en 2017, s'exporte hors de Lomé le temps d'une semaine pour la région des Plateaux et la région de la Kara. Plusieurs étapes sont prévues entre le lycée de Bassar, le collège militaire Eyadema de Tchitchao, l'université de Kara, le lycée public de Kara et le lycée



moderne de Sokode.

Au programme : découverte de la réalité virtuelle, tournoi de jeux vidéo, projections de films de la plateforme IF Cinéma et démonstration de la bibliothèque numérique du réseau culturel français à l'étranger Culturethèque. Pour dé-

buter cette tournée, le mardi 12 novembre 2019, le temps d'un après-midi, les élèves du lycée de Bassar ainsi que l'ambassadeur de France ont été initiés à la réalité virtuelle avec l'aide du responsable de la médiathèque de l'Institut français du Togo.

Commémoration de l'armistice de la Première Guerre mondiale

## Le Togo et la France retournent à Wahala pour les soldats tombés sur le théâtre de la guerre

Comme chaque année depuis 2012, l'ambassade de France et les autorités togolaises ont organisé la commémoration de l'armistice du 11 novembre à Wahala, lieu d'une des premières batailles de la Première guerre mondiale. Wahala accueille ainsi un mémorial rénové et entretenu par les ambassades de France et d'Allemagne au Togo. L'ambassade de France et les autorités togolaises ont notamment accueilli à cette occasion le chargé d'affaires de la République d'Allemagne, la consule honoraire du Royaume-Uni, le premier conseiller de la République du Sénégal, l'ambassadeur des Etats-Unis, le chargé d'affaires de la délégation de l'Union européenne et la chargée d'affaires de la République fédérative du Brésil. Les représentants des autorités togolaises étaient également nombreux : le préfet de Notsé, l'adjoint du chef d'Etat-Major général, le chef d'Etat-Major de l'armée de Terre ainsi que le détachement



militaire du 3ème bataillon d'infanterie se sont rendus sur place

Après le discours des autorités locales (maire, préfet et autorités religieuses) et la lecture par l'attaché de défense de l'ambassade de France du message de la secrétaire d'Etat française aux anciens combattants, des gerbes ont été déposées sur les tombes des tirailleurs sénégalais, maliens et ghanéens ainsi que sur celles des officiers britan-

nique et français et d'un sous-officier allemand. L'ambassadeur de France a invité l'ambassadeur des Etats-Unis à déposer avec lui une gerbe sur la tombe du sous-lieutenant Jean Guillemard.

Suite à cela, une minute de silence a été observée afin de rendre hommage au sacrifice de ces soldats. Enfin, des danses ont été exécutées par des groupes folkloriques locaux ainsi que des chants par la chorale du lycée de Wahala.

Elargissement de l'assurance-investissement et de l'assurance du commerce

## La bonne nouvelle de la Banque européenne d'investissement au secteur privé togolais

(suite de la page 4)

susceptibles de les protéger en cas de non-paiement dans le cadre d'opérations souveraines ou avec des entreprises.

On rappelle que l'adhésion à l'ACA a déjà aidé d'autres pays d'Afrique à réduire les coûts des emprunts souverains. L'Agence pour l'assurance du commerce en Afrique assure actuellement un por-

tefeuille d'opérations en cours d'un montant de 6 milliards de dollars dans toute l'Afrique. L'accord fera également en sorte que les projets respectent les normes techniques, environnementales et sociales internationales, ce qui rassurera encore davantage les investisseurs internationaux. L'ACA (<http://www.ATI-ACA.org/>) est une agence multilatérale de garantie fon-

dée en 2001 pour couvrir les risques liés aux investissements et aux échanges commerciaux en Afrique. À la fin de l'exercice 2018, l'ACA avait appuyé des échanges commerciaux et des investissements pour un total de 46 milliards de dollars dans des secteurs tels que l'agroalimentaire, l'énergie et les infrastructures

Au cours d'une partie d'échanges directs à Lomé

## Les conseils de Jack Ma aux jeunes entrepreneurs africains

Eric J.

Annoncé comme un événement majeur pour les jeunes entrepreneurs togolais en particulier et africains en général, la venue de Jack Ma au Togo a tenu toutes ses promesses. C'est avec les yeux d'un enfant à Noël que les jeunes entrepreneurs ont écouté et partagé l'expérience du fondateur du géant chinois du commerce électronique "Alibaba". A Lomé, lors des échanges modérés par la ministre de l'économie numérique et des innovations technologiques, Cina Lawson, les jeunes ne se sont pas priés de s'intéresser à la réussite de celui qui a pu bâtir son empire économique à partir de rien.

Aux jeunes entrepreneurs togolais, Jack Ma a conseillé de donner plus de valeur à leur travail et de considérer leur client comme leur premier investissement. Il a demandé de la patience aux jeunes entrepreneurs qui s'aventurent



sur de nouveaux chantiers et qui manquent de soutien financier. Il les a exhortés à transformer leurs problèmes en des opportunités et de ne jamais se plaindre. « Si vous vous plaignez un jour, vous vous plaindrez toute la vie », a dit Jack Ma avant de donner la clé pour le développement du continent africain avec sa théorie des quatre "E".

"E" comme entrepreneurs qui

vont propulser le développement du continent. Pour ce faire les Etats doivent promouvoir l'entrepreneuriat et former sa jeunesse en conséquence ; le "E", du e-Gouvernement, les Etats devant se mettre en phase avec l'évolution du monde des données que le milliardaire chinois a qualifié d'opportunité pour les pauvres en contradiction avec l'époque de l'informatique qui était l'univers des riches,

induisant forcément le "E" du e-infrastructures en lien avec la connexion des infrastructures publiques. Mais avertit le fondateur de «Alibaba», tout ceci ne saurait se faire s'il n'y pas le "E" de l'éducation, la base du développement et du progrès en toute chose.

A l'endroit des jeunes qui veulent lui ressembler, le chinois dit qu'il faut pour un jeune entrepreneur plus d'une dizaine d'années pour y arriver. « On n'est pas Jack Ma en

deux ans d'entrepreneuriat. Soyez-le dans 10 ans », a dit celui qui a subi de multiples échecs dans son parcours avant de devenir l'un des hommes les plus puissants du monde.

En guise d'ultime conseil, Alibaba a dit ceci aux jeunes entrepreneurs. « N'essayez pas de changer ceux qui ont déjà de la réussite et une habitude. Il faut convaincre ceux qui sont dans la jeunesse. Donner leur de l'amusement sur vos sites,

un site d'amusement et de partage d'idées et vous verrez ».

Il faut rappeler que Jack Ma a été accueilli à son arrivée au Togo par le Président de la République, Faure Gnassingbé. Les deux hommes se sont déjà rencontrés en 2018 sur le campus de «Alibaba» à Hangzhou. De jeunes entrepreneurs togolais sont déjà allés faire des expériences dans l'unité d'incubation de la mastodonte chinoise du e-commerce.

Droits de l'enfant et genre

## RELUTET joue sa partition avec l'appui du ProCEMA

Le Réseau de lutte contre la traite des enfants au Togo (RELUTET), veut jouer sa partition dans la mise en œuvre du Plan national de développement (PND) 2018-2022 et contribuer à l'atteinte des ODD1 et ODD4 respectivement relatifs à l'éradication de l'extrême pauvreté, surtout celle des enfants et briser le cercle de l'inégalité afin d'améliorer les conditions de vie des enfants ainsi que les sociétés dans lesquelles ils vivent. C'est dans cette optique qu'il a démarré le projet « Mise en place d'une politique de genre en matière de protection des droits des enfants des associations et ONG membres du RELUTET », le 12 novembre 2019.

Financé par le Programme de

consolidation de l'Etat et du monde associatif (Pro-CEMA), ce projet, vise à mobiliser les acteurs de protection de l'enfant par l'approche genre afin de réaliser un audit organisationnel des structures, d'élaborer un guide d'intégration du genre dans les organisations et projets et dans les pratiques et actions. « Nous avons beaucoup d'espoir en ce projet. Car afin les organisations qui s'occupent de l'équité et de l'égalité de genre vont avoir une politique servant de sous-bassement à leurs orientations. » a précisé Moussa Bah, Chef projet Pro-CEMA.

Avant d'ajouter que « aujourd'hui la question du genre va au-delà de la femme et s'applique aussi aux enfants. Ce

qui a fortement dans la sélection du présent projet ».

Le chantier est encore vaste, va déclarer Marguerite Kama-Djonna, représentante de la ministre en charge de l'Action sociale. « Aucun acteur ne doit hésiter à prendre des initiatives afin de soutenir les efforts du gouvernement en la matière afin que dans notre pays, la promotion du genre soit une réalité en vue de booster les développements dont nous rêvons tous », a-t-elle relevé.

Le projet « Mise en place d'une politique de genre en matière de protection des droits des enfants des Associations et ONG membres du RELUTET » sera mise en œuvre pour une durée de 12 mois.

Solde de fin d'année

## Bonne ou mauvaise approche?

Etonam Sossou

Moins 50% sur les bijoux, les robes, ensembles tailleurs et autres vêtements. La fin d'année est rythmée par les soldes ; et le Togo ne fait pas exception. Les vendeurs profitent de l'occasion pour « casser les prix » et multiplier leurs chiffres d'affaires. Dans la ville de Lomé, ils sont nombreux les commerces qui offrent des soldes à partir de ce mois de novembre ; et ces offres de soldes, communément appelées « promo », visent à renforcer leurs capacités d'écoulement des produits.

Un système incitatif de ventes

Pour plusieurs boutiques, l'une des raisons est que environ 80% de la population profitent des deux derniers mois de l'année pour rénover leurs salons, garde-robes et autres articles. « Avec les fêtes, nous remarquons plus d'engouement, parce que beaucoup en profitent pour renouveler leurs meubles en vue de la rentrée dans la nouvelle année avec un cadre plus neuf », nous a confié la gérante de la boutique de meubles « Galerie Etiam », Anita Amah. Ceux qui n'avaient pas pour habitude de faire des achats profitent des fêtes pour se procurer quelques articles. « On essaye de casser les prix pour que tout le monde puisse avoir quelque chose », a-t-elle soutenu.

Un moment convivial pour tous

Au tour de Elvis, vendeur de matériels de technologies de faire savoir : « On fait les promos pen-

dant la fin d'année, parce que beaucoup en profitent pour faire des cadeaux ». Pour lui, il est toujours mieux de profiter de toutes ces occasions pour rentabiliser, vu que les affaires ne marchent pas à tout moment. Il ne suffit pas de chercher beaucoup de bénéfices pour vendre peu ; mais il faut vendre beaucoup, même si l'intérêt est peu, afin de combler le vide. Selon nos interviewés, il s'agit d'une opportunité de faire connaître leurs articles et leurs magasins au public. Pour d'autres, les fins d'années sont des périodes de déstockage. Ils en profitent pour casser les prix des anciens produits, en vue de libérer de la place pour les nouveaux arrivages. Cette stratégie leur permet de vite rentabiliser, pour prendre de nouveaux articles. « On essaie de réduire au maximum les prix des marchandises qui ont duré en stock, pour les évacuer afin de faire de la place », a expliqué un propriétaire de boutique de vêtements sur le boulevard du Mono, qui a voulu garder l'anonymat. C'est un temps qui permet de mieux préparer la nouvelle année. Donc il faut en profiter pour maximiser. Il est « mieux d'avoir de l'argent liquide en main que des marchandises dans le magasin, parce que l'on n'est pas sûr qu'après les fêtes les prix ne vont pas chuter ; et en ce moment, ça sera une perte », a déclaré la propriétaire de « Krol-Tendance », Carole Adama, une boutique située à Hanoukopé. Elle a confié avoir fait des réductions sur tous les articles de son magasin. Dans la plupart des boutiques, les soldes varient entre 10% et 60%

selon la nature des produits.

Mais qu'en est-il du côté des clients ?

Du côté des clients que nous avons pu interroger, au cours des mois de novembre et décembre, ils font le bilan de l'année qui s'écoule, et préparent la nouvelle. Ainsi, ils cherchent les magasins où les prix sont abordables, à cause du faible pouvoir d'achat. « C'est une occasion qui nous permet de faire des achats, compte tenu des difficultés financières », nous a confié une cliente qui dit être venue dans la boutique à cause de la promo en cours. L'engouement dans les boutiques où se pratiquent les soldes s'explique en grande partie par le fait que la population est confrontée aux mêmes problèmes financiers. Dame Khloé a laissé entendre ceci : « Il y a certaines choses qu'on ne peut pas se permettre, vu le calendrier chargé des dépenses. Donc les priorités d'abord ! » Il n'est pas rare de voir que les familles sont souvent obligées de faire un tour des magasins pour les enfants. Chose qui pour certains est toujours opportune pendant les fins d'année, sinon reléguée au second plan au cours de l'année. A ce propos, un couple et ses 2 enfants, qui ont refusé de donner leur identité, ont salué l'initiative : « Les soldes pendant les fins d'année sont vraiment à saluer. Si toutes les boutiques pouvaient le faire, et même si le gouvernement pouvait s'y impliquer, ce serait bien ».

## Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°1503  
DE LOTO BENZ DU 06-11-2019

Chers amis parieurs, c'est avec joie que nous vous retrouvons pour procéder au tirage N°1504 de LOTO BENZ de ce mercredi 13 Novembre 2019.

Lors du précédent tirage de LOTO BENZ, c'est à LOMÉ, KPALIME, NOTSE et ANIE que des gagnants de gros lots ont été enregistrés. Dans les autres villes du pays, ce sont des lots de lots intermédiaires c'est-à-dire des lots d'un montant inférieur à 1.000.000F CFA, qui ont fait le bonheur de nombreux parieurs.

Dans la capitale, nous avons recensé sept lots de 1.000.000F CFA, un lot de 2.000.000F CFA et deux lots de 2.500.000F CFA remportés auprès des opérateurs 5350, 6534, 6907, 6909, 60323, 70127, 90046, 90326, 50321, 90143.

La ville de KPALIME s'est démarquée par un lot de 2.575.000F CFA gagné sur le point de vente 40029. A NOTSE, c'est un lot de 2.500.000F CFA qui fait le bonheur d'un parieur qui a tenté sa chance auprès de l'opérateur 20231.

Un parieur basé à ANIE a remporté la somme de 1.000.000F CFA, sur le point de vente 2410.

La remise des lots se fera à LOME au siège de la LONATO, et à l'intérieur du pays dans les agences régionales.

Avec la LONATO, jouez petit et gagnez gros.  
BONNE CHANCE A TOUS !!!

## LOTO BENZ

Résultats du tirage N°1504 de LOTO BENZ du 13 Novembre 2019

Numéro de base

89 33 90 83 23

Passez des **nuits**  
**paisibles** avec les **forfaits**  
**DATA NUIT** **TAPEZ \*919\*10#**

**Des Gigas**  
**nuits !!!**

Forfaits	Tarifs	Volume	Validité
<b>Nuit Mini</b>	<b>450. FCFA</b>	<b>2 Go</b>	<b>1 jour (22h à 6h)</b>
<b>Nuit Maxi</b>	<b>900. FCFA</b>	<b>3 Go</b>	<b>3 jours (22h à 6h)</b>

Chaque type de forfait est cumulable en solde  
 et en durée de validité. **SOLDE \*919\*8\*2#**



service client : 888 [www.facebook.com/Togocel](http://www.facebook.com/Togocel) [www.twitter.com/togocel\\_tg](http://www.twitter.com/togocel_tg) [instagram/Togocellulaire](http://instagram.com/Togocellulaire) [www.togocel.tg](http://www.togocel.tg) certifiée ISO 9001 : 2015, ISO 14001 : 2015 et ISO 27001 : 2013